

Qu'est-ce que l'histoire retiendra de l'année 2021 ?

L'année 2021 s'achève bientôt. Qu'en retiendra l'histoire ? Qu'elle fut la deuxième année Covid, certes, mais sans y attacher l'importance exclusive qu'occupe cette pandémie qui n'en finit pas dans l'espace public. Pour dramatique que soit cette situation, il n'est pas interdit de parler d'autre chose.

On peut être sûr en revanche que l'étrange débat sur le « monde d'après » qui a eu existé en 2020 aura disparu des mémoires. Car non seulement le « monde d'avant » est toujours là, mais il est devenu encore pire. Les inégalités – déjà hallucinantes auparavant – ont littéralement explosé durant la pandémie. Le patrimoine des milliardaires s'est accru de plus de 3'600 milliards d'euros, pendant que cent millions de personnes tombaient dans l'extrême pauvreté. En Suisse, les 300 plus grandes fortunes de notre pays ont encore augmenté de 155 milliards cette année, alors que près d'un million de personnes vivent dans la précarité.

Il est sûr également que l'année 2021 entrera dans l'histoire comme celle d'une inaction devenue insupportable face au changement climatique, face à la destruction accélérée de l'environnement dont le mode de production dominant est entièrement responsable, d'une dissociation inquiétante entre conscience apparente de la gravité de la situation...et absence de toutes mesures réelles prises, d'une volonté des élites au pouvoir de continuer le « business as usual » aussi longtemps que possible, quel qu'en soit le prix à payer. La COP26, et son étalage de mot creux, en livra un spectacle navrant...

Nous n'allons tellement pas dans la bonne direction d'ailleurs, que l'année 2021 était aussi celle du pic historique de l'utilisation du charbon pour produire de l'énergie. Une croissance de 9% de la consommation de cette source d'énergie qui est pourtant la plus émettrice de

CO2, et qui devrait encore se poursuivre en 2022. On parle beaucoup, à juste titre, de la Chine et de l'Inde, dont la croissance économique est très redevable et cette ressource fossile, mais l'Occident n'est pas exemplaire en la matière non plus.

Car l'utilisation du charbon a augmenté de 20% aux USA et dans l'UE. Le charbon représente toujours 36% dans le mix énergétique mondial. Les énergies renouvelables n'ont fait que s'ajouter aux énergies fossiles, sans guère les remplacer. Et le plus grand producteur mondial de charbon est l'entreprise suisse Glencore, qui a racheté cette année la totalité de Cerrejon, l'une des plus grandes mines au monde, en Colombie, tout en promettant d'atteindre la neutralité carbone d'ici quelques quatre décennies. Greenwashing, l'autre face de l'écocide...

Ce que l'histoire en retiendra dépend du fait qu'il y ait encore une civilisation humaine qui puisse consigner une histoire. Cela dépend de nos luttes, de si nous parviendrons à imposer à temps un changement de système de plus en plus urgent, ou si nous ne serons pas en mesure d'empêcher le capitalisme de nous entraîner vers l'abîme.

Il n'y a rien à attendre d'un système qui a montré son incapacité à résoudre ces problèmes urgents et aigus, dont l'ampleur des contradictions même prouve qu'il a fait son temps ; ni de ses élites, dont l'étroitesse d'horizon et l'égoïsme sont désespérants. La pandémie n'est pas encore finie que la droite suisse revient à ses vieilles recettes empoisonnées et discréditées : cadeaux fiscaux supplémentaires pour le capital et les plus riches, démantèlement social pour tous les autres.



Mais l'avenir n'est pas obligé d'être sombre. Qu'il ne le soit pas dépend des forces qui s'opposent à l'ordre établi, qui luttent pour le remplacer par un système plus juste, dont notre Parti est une composante essentielle et irremplaçable.

Et à ce titre-là, le bilan de l'année écoulée est loin d'être entièrement négatif. Non certes que nous ayons réussi à infléchir significativement le rapport de forces existant, malheureusement. Mais celui-ci n'est pourtant plus exactement le même qu'il y a quelques années. Les années de plomb néolibérales sont bel et bien finies. Certes encore minoritaire et diffuse, la conscience d'une nécessité de sortir du capitalisme, l'aspiration à une autre société est réelle et grandit.

Ce qui semblait politiquement impossible il n'y a pas si longtemps commence à devenir réalité. Le salaire minimum est ainsi instauré, canton après canton. Et, demain nous parviendrons peut-être à imposer un frein à la concentration des richesses entre quelques mains grâce à l'initiative commune de la gauche et des syndicats pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes.

Ce ne sont là que des prémisses bien sûr, fragiles, qui ne présupposent de rien. Il nous revient de tout faire pour qu'elles puissent porter leurs fruits.

Alexander Eniline



Non à un démantèlement des retraites sur le dos des femmes Le PST-POP soutient le référendum contre AVS21

L'Assemblée fédérale a adopté ce mercredi 15 décembre 2021 la réforme AVS21. Il ne s'agit rien de moins que d'un démantèlement inacceptable du système des retraites sur le dos des femmes. La mesure principale prévue par cette réforme est le relèvement de l'âge de départ à la retraite pour les femmes à 65 ans, nonobstant que le peuple ait récemment refusé cela en rejetant sèchement la réforme des retraites PV2020 – que le PSS et l'USS soutenaient comme un « progrès social » (!) – et nonobstant les revendications claires et massives portées par la Grève des femmes*. C'est un véritable scandale et AVS21 doit être fermement combattue pour cette raison. Rappelons la situation scandaleusement inégalitaire qui a cours aujourd'hui : la moitié des femmes qui ont pris leur retraite en 2019 doit s'en sortir avec moins de 1 770 francs de rente AVS par mois. Près d'un tiers des actuelles retraitées n'a aucune rente du 2^{ème} pilier. Et si elles en reçoivent une, celle-ci est en moyenne d'un montant inférieur de moitié environ à celle des hommes. Dans certaines branches où les femmes sont surreprésentées, il est courant que les rentes du 2^{ème} pilier se situent entre 500 et 800 francs par mois. Prendre aux femmes une année de retraite équivaut à leur voler 1'200,- par année !

Les prétendues « compensations » sont au mieux une mauvaise plaisanterie. Les suppléments accordés aux femmes qui ont travaillé pour des salaires modestes sont totalement insuffisants. Les possibilités de prendre une retraite anticipée deviennent en fait plus restrictives. Il ne s'agit que d'un marché de dupes pour faire passer la réforme, qui constitue en tant que telle un vol des rentes. En outre, si le parlement a décidé une hausse de la TVA de 0,4% pour payer – hausse du plus antisocial des impôts, qui frappera en priorité les plus modestes, si bien que les prétendues « compensations » sont réduites à peu de choses – il n'a pas voulu toucher aux réserves de la BNS, pourtant colossales, au

nom de la sacro-sainte indépendance de la banque centrale (or, cette absence de contrôle démocratique effectif sur une entité publique, aussi important de surcroît, n'est pas acceptable).

Nous souhaitons rappeler que la bourgeoisie de ce pays a récemment pu faire adopter en votation populaire – avec le soutien du PSS – une réforme de l'imposition des entreprises scandaleusement favorable au capital en la couplant à un financement supplémentaire de l'AVS, sans aucune prestation supplémentaire mais dont on nous promettait au moins qu'il épargnerait la nécessité d'un démantèlement ultérieur : la RFFA. Mais les promesses n'engagent que ceux qui les croient : les baisses d'impôt pour le capital et les pertes de recettes fiscales pour les collectivités publiques qui s'ensuivent sont devenues une réalité tangible, et la droite passe quand même en force pour un démantèlement de l'AVS.

La situation financière de l'AVS est pourtant loin d'être si catastrophique que la droite ne le prétend. En 2020, 1,9 milliard de francs ont été versés au fonds AVS. La fortune du fonds est passée de 22,7 milliards de francs en 2000 à 47,15 milliards fin 2020. Une réforme pour des raisons financières n'est donc pas une nécessité urgente. Du reste, s'il existait en Suisse une volonté politique d'imposer le principe « à travail égal, salaire égal », les cotisations à l'AVS augmenteraient suffisamment pour qu'aucune réforme ne soit nécessaire.

Mais la situation financière des assurances sociales n'est jamais qu'un prétexte pour une droite qui poursuit inlassablement un agenda de classe clairement caractérisé : baisse des impôts pour les plus riches et le capital d'une main, démantèlement des assurances sociales de l'autre. A la prochaine session, c'est la réforme LPP21 qui



devrait être votée : baisse du taux de conversion de 6,8% à 6% (alors que le peuple avait refusé une telle baisse à presque ¾ des voix !), au prix de quelques « compensations » ridicules, et qui plus est limitées dans le temps... bref, un pur cadeau à la finance au mépris des retraités. Et, parallèlement, la suppression par paliers des droits de timbres, qui fera perdre des centaines de millions de francs de recettes fiscales à la Confédération. Les caisses de l'État sont vides, paraît-il, alors vidons les encore plus !

Le PST-POP combat résolument cet agenda antisocial et réactionnaire, qui n'est au bénéfice que d'une poignée de privilégiés. C'est pourquoi nous nous engageons résolument dans le référendum contre AVS21. Non pas que nous nous satisfaisions du système actuel des retraites, dont notre Parti avait dénoncé les insuffisances et les aberrations depuis le début. Nous prônons le remplacement du système des trois piliers, inégalitaire, cher et peu sûr, par un système par répartition intégrale, des véritables retraites populaires qui garantiraient à chacune et chacun une rente d'au moins 4'000,- par mois. L'argent existe, encore faut-il ne pas laisser s'accumuler dans les poches de l'oligarchie.

Mais dans l'immédiat il faut refuser ce vol des rentes scandaleux sur le dos des femmes qu'est AVS21 !



Plutôt que les vaines promesses des COP, l'urgence climatique exige un changement de système

« Je parle en tant que garçon des îles qui fait face à la réalité. [...] Leaders : quand allez-vous passer des mots à l'action ? Quand est-ce que vous allez arrêter de faire des promesses vides ? » demandait Wavel Ramkalawan, président des Seychelles, à la COP26, qui a achevé ses travaux ce vendredi à Glasgow.

Cet appel de détresse a-t-il été entendu ? Les puissants de ce monde se sont-ils enfin décidés de « passer des mots à l'action » ? Malheureusement, la réponse est non. Certes, on y a entendu beaucoup de belles paroles, beaucoup de promesses, qui, comme on le sait, n'engagent que ceux qui les croient. Mais, en termes concrets, quels engagements, quelles décisions ont vraiment été prises ? Eh bien, des engagements solennels d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, 2060 ou même 2070. Cela tient, plutôt qu'à du « réalisme », de la mauvaise plaisanterie : promettre de tout changer dans trente ans ou plus, pour ne rien changer du tout dans l'immédiat.

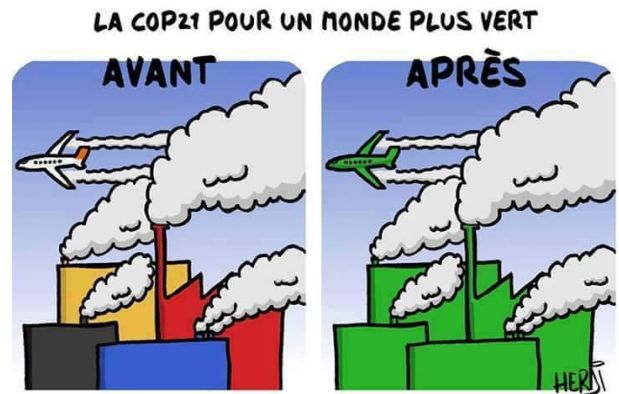
Or, l'urgence climatique n'est pas un problème qui nous menacera d'ici 2050. Il s'agit d'une catastrophe déjà là, dont les dégâts sont d'ores et déjà considérables, qui ne feront qu'empirer si rien n'est fait urgemment pour l'empêcher. Ces images ont fait le tour du monde : Simon Kofe, ministre des affaires étrangères des Tuvalu a prononcé son discours pour la COP26 les pieds dans l'eau, sur un terrain qui était situé, il y a quelques années encore, sur la terre ferme. La montée du niveau de la mer, l'érosion des côtes, est déjà en cours. Des pays insulaires risquent de disparaître tout entiers sous les flots. La sécheresse, la déforestation, des chaleurs insoutenables, les phénomènes météorologiques extrêmes... dus au réchauffement

climatique touchent déjà des centaines de millions de personnes.

Pendant ce temps, très peu, trop peu de choses est fait en réalité. Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, de même que la consommation d'énergies fossiles. Nous courrons droit à la catastrophe. Le système en place, et ses élites politiques, ont démontré leur incapacité manifeste à mettre en œuvre les changements indispensables. Aucune de leurs promesses ne doit plus être crue.

Mais c'est que, le voudraient-ils, ils ne pourraient faire ce qu'il faut. Car la catastrophe en cours est la conséquence directe du système capitaliste, et de son exigence de profit maximal quoi qu'il en coûte. La croissance infinie sous le capitalisme, et la gabegie monstrueuse qui en résulte, est la conséquence nécessaire de l'impératif d'accumulation du capital. Pour y mettre fin, il faut changer de système. Ainsi que le déclarait Evo Morales en 2007 : « Le monde souffre d'une fièvre provoquée par le changement climatique, et la maladie est le modèle capitaliste de développement ». Heureusement, pour être mortelle, cette maladie n'est pas incurable. Le socialisme est le remède.

Le PST-POP s'engage à se battre pour faire de cet indispensable changement de système une réalité. Seulement ainsi, nous pourrions mettre en place une véritable écologie populaire, qui ne pénalisera pas les classes populaires et les travailleurs mais s'attaquera aux réels pollueurs : les



Ça n'a pas beaucoup changé entretemps...

multinationales et le mode de vie des plus riches. Cette promesse, nous la tiendrons.

PST-POP

Le 12 novembre 2021

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois Paraît 10 fois par an Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

ccp : 12-8747-5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Tobia

SCHNEBLI, Burhan AKTAS

Délai de remise des textes :

15 janvier 2022

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



Brevets : les capitalistes ont du sang sur les mains

Nous vivons depuis bientôt deux ans dans la pandémie. Les vaccins existent, mais les fabricants sont débordés et les brevets sur les vaccins empêchent les pays de lancer la production de leurs propres vaccins.

Qu'est-ce que cela implique ? Les coûts augmentent tellement que de nombreux pays du monde ne peuvent pas se permettre de fabriquer leurs propres doses. La sous-couverture vaccinale signifie une évolution plus grave et un nombre plus élevé de décès dus au COVID-19 dans ces pays.

La pandémie se poursuit tandis que les entreprises pharmaceutiques engrangent de gros bénéfices.

La limitation de la vaccination nous nuit à tous, car les contaminations - que l'on aurait pu éviter, du moins en partie - entraînent de nouvelles mutations, dont certaines ne réagissent pas aux vaccins. La pensée eurocentrée des capitalistes, qui séparent les souffrances qu'ils engendrent dans le Sud global du centre impérialiste à l'Ouest, est problématique.

La suppression des brevets sur les vaccins fait peur aux capitalistes. Ils craignent en effet une réaction en chaîne, dans laquelle les brevets d'autres médicaments, soumis à leur impératif de profit, seraient également levés. Ce n'est qu'un symptôme de la politique sanitaire mise en place jusque-là, qui place



les profits au-dessus des vies humaines.

Les Jeunes POP exigent une levée immédiate des brevets sur les vaccins et une politique sanitaire basée sur la solidarité plutôt que sur les profits capitalistes.

Six salarié.e.s meurent dans l'effondrement d'un entrepôt d'Amazon

Dans la nuit du 11 décembre, six travailleurs.euses sont morte.e.s dans un entrepôt Amazon dans l'Illinois lorsqu'une tornade a balayé la région. De nombreux autres ont été retiré.e.s des décombres, blessé.e.s. Malgré les intempéries attendues, ils avaient été contraints de continuer à travailler pour assurer les profits de l'entreprise.

Les capitalistes ont également évoqué l'incident. Ils affirment leur compassion et s'appuient sur le vieil dicton "Thoughts and prayers" (pensées et prières). Ils ne mentionnent pas leur propre rôle dans l'accident, ni les conditions de travail inhumaines auxquelles les travailleurs d'Amazon sont constamment confrontés. Ils sont également conscients que ce mépris du bien-être entraînera également des décès.

Car l'accident aurait pu être facilement évité si les avertissements avaient été pris au sérieux. L'Illinois avait émis un avis de tempête, mais les ouvriers étaient censés se présenter au travail. Les abris n'ont pas été visités. Ce que les médias

capitalistes décrivent comme une tragédie imprévisible déclenchée par des éléments supérieurs comme la météo est plutôt le résultat d'une indifférence au danger existant.

La priorité donnée aux profits n'est pas nouvelle chez Amazon. L'entreprise est déjà connue pour ses conditions de travail inhumaines, ses bas salaires et ses tentatives d'étouffer l'organisation syndicale. Malheureusement, Amazon n'est pas un cas isolé. Partout où le capitalisme règne, le profit finit par prendre le pas sur la vie des travailleurs. Les morts dans l'entrepôt d'Amazon ne font que s'ajouter à une longue liste de travailleurs décédés.

Pourtant, les gens sont toujours contraints par leur situation d'accepter un tel travail. Car ceux qui ne font pas partie de la bourgeoisie n'ont pas d'autre choix que de se laisser exploiter. Au final, nous n'existons que pour faire avancer les profits capitalistes.



La mort de ces personnes est une tragédie et, plus encore, une expression de l'inhumanité de notre système capitaliste. La priorité accordée aux profits sur les vies humaines n'est pas un cas isolé, mais le quotidien.

Mais nous ne sommes pas impuissants. La lutte contre le capitalisme et pour une révolution socialiste est en cours et tout aussi importante qu'auparavant.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Retour de la deuxième édition du Forum International de la Jeunesse en Solidarité avec le Sahara occidental



Du 26 au 28 novembre 2021, la deuxième édition du Forum International de la Jeunesse en Solidarité avec le Sahara occidental organisé par l'UJSARIO a eu lieu à Molina, en Espagne. Au cours de ce forum, nous avons non seulement eu l'occasion de rencontrer et de discuter avec de nombreux jeunes venus du monde entier, mais aussi d'écouter et d'apprendre des sahraouis sur la lutte pour l'autodétermination qu'ils mènent depuis plus de 45 ans contre le colonialisme marocain.

Dans son comportement prédateur et meurtrier contre la lutte pour la liberté du peuple sahraoui, la monarchie marocaine a toujours été soutenue par les pires régimes impérialistes, que ce soit Israël, la France ou les États-Unis d'Amérique, autant en termes diplomatiques que d'armements. En effet, cette forme de collaboration impérialiste n'a malheureusement rien de nouveau, nous nous souvenons

encore des agissements de la France durant la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie, où les officiers coloniaux développent des méthodes de tortures qu'ils apprennent ensuite aux officiers états-uniens, qui l'exportèrent ensuite vers les dictatures militaires d'Amérique du Sud et partout où il était nécessaire de terroriser la population.

Sans surprise, malgré le travail du peuple sahraoui pour la reconnaissance de son juste combat et malgré les nombreuses condamnations du Maroc pour violations de droits humains, entrave à la liberté de la presse, violences à l'encontre d'activistes, violence à l'encontre des femmes etc. le silence est de mise sur la question dans les pays se réclamant de la démocratie et des droits de l'homme. Un deux poids deux mesures déjà observé sur la question de la lutte pour

l'autodétermination du peuple palestinien.

Pourquoi cette justice à géométrie variable? parce que les intérêts économiques passent avant la liberté et la dignité d'un peuple d'après les impérialistes. Le Sahara occidental est une région riche en ressources, dont le phosphate, sable, poissons, et autres y sont pillés par l'Union européenne, les États-Unis et le Maroc.

Nous, Jeunesse du parti ouvrier et populaire, voulons réaffirmer notre soutien inconditionnel à tous les peuples qui luttent pour leur dignité contre le colonialisme et l'impérialisme.

Vive l'UJSARIO, libérez Sultana Khaya ainsi que tout.e.s les prisonnière.er.s politiques sahraoui.e.s! Sahara libre !

Jeunes POP



Interview de Tobia Schnebli, nouveau président du Parti du Travail

L'Assemblée générale de la section genevoise du Parti Suisse du Travail du 19 novembre a procédé à un changement de présidence. En remplacement d'Alexander Eniline – président cantonal sortant, qui ne souhaitait pas cumuler ce poste avec la coprésidence du Parti Suisse du Travail à laquelle il a été élu au XXIV^{ème} Congrès du PST-POP le 7 novembre – l'Assemblée a choisi Tobia Schnebli, membre du Comité directeur et ancien conseiller municipal. Quelques questions à notre nouveau président.

Tu as été élu à la présidence de la section genevoise du Parti Suisse du Travail, toutes nos félicitations ! Peux-tu, pour commencer dire quelques mots sur ton parcours (militant, professionnel, etc.) avant ton accession à la présidence du Parti ?

Merci, j'espère correspondre à la confiance et aux attentes des militant.e.s du PdT.

Mon engagement politique a commencé avec les luttes des étudiant.e.s du lycée de Lugano dans les années 1974-77, c'était dans la mouvance de l'après '68, avec les groupes des partis révolutionnaires très actifs. On avait obtenu le droit de tenir quatre assemblées générales des étudiant.e.s par semestre pendant les heures scolaires et la suppression de l'obligation de justifier les absences. On suivait alors attentivement ce qui se passait en Italie où après les grandes grèves ouvrières de 1969, il y a eu un foisonnement d'organisations de la gauche combative, allant jusqu'aux groupes armés, alors que le Parti communiste, avec un tiers des voix aux élections, entamait la voie réformiste avec le « compromis historique » partageant le pouvoir avec la Démocratie chrétienne. Dans la deuxième moitié des années '80, j'ai milité dans la solidarité internationaliste avec les mouvements de libération d'Amérique centrale et surtout pour réaliser l'utopie d'un monde et d'une Suisse sans armées. Cet engagement s'est

poursuivi bien après la votation de 1989 « Pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix ». C'étaient les luttes pour sortir les objecteurs des prisons, pour empêcher les achats d'avions de combat et les exportations d'armes, mais aussi les manifestations contre les guerres impérialistes de l'Occident au Moyen Orient, les actions de solidarité avec les groupes pacifistes qui luttaient contre les guerres dans l'ex-Yougoslavie. Avec le GSsA j'ai participé à l'organisation de la première manifestation contre la guerre menée par les États-Unis en Afghanistan en octobre 2001 et toujours en tant que militant du GSsA je suis parti en Palestine au mois de mars 2002 avec une trentaine de camarades pour participer à la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP). Mon soutien à la résistance du peuple palestinien se poursuit encore aujourd'hui sous différentes formes, comme celle des *Rencontres cinématographiques Palestine filmer c'est exister* qui viennent de fêter leur dixième anniversaire.

Après la fin des études universitaires (licence en histoire économique et sociale à l'Uni de Genève et diplôme en sciences politiques à l'Uni de Lausanne) j'ai combiné différentes activités militantes salariées à temps partiel (entre 20% et 50%, au GSsA, à MediCuba-Suisse, à solidaritéS) avec mon travail de « subsistance », la fabrication et la réparation d'hélices de bateaux que j'exerce depuis l'âge de 17 ans. Depuis 2012, j'effectue ce travail en tant qu'artisan indépendant, avec un ouvrier salarié, dans un atelier dans la dernière zone industrielle encore existante en Ville de Genève, celle des Charmilles, où je préside l'association qui réunit les locataires (pme, indépendants, artisans et artistes) dans la défense de ce lieu de travail constamment menacé par la gentrification.

Tu es président du Parti désormais. Comment analyses-tu la situation du Parti actuellement, et



quels sont selon toi les tâches, politiques et organisationnelles, prioritaires ?

Je suis arrivé au PdT en 2018, après avoir milité à solidaritéS depuis les débuts de ce regroupement. J'ai quitté ce parti après 25 ans de militantisme avec 3 autres camarades parce que nous avons constaté qu'avec le non-traitement des atteintes à la personnalité subies par la seule femme salariée du secrétariat, y compris dans sa santé, les dirigeants du parti foulaient des pieds un principe de base de l'organisation, inscrit dans ses statuts et sans que cela ne pose de grave problème à une majorité des militant.e.s. L'article 2 des statuts affirmait la volonté de « ...lutter pour promouvoir une société démocratique et solidaire et appliquer en son sein les principes pour lesquels solidaritéS se bat dans la société. » Je me battrais toujours pour appliquer ces principes, notamment dans une organisation qui veut contribuer à la construction d'une société socialiste ou communiste. Je tiens à préciser que la démocratie bourgeoise, telle que nous la connaissons en Suisse, ne correspond que très partiellement aux exigences d'une démocratie réelle, touchant tous les domaines de la société.



La situation actuelle du PdT est celle d'un parti en mutation. Il ne reste que très peu de militant.e.s des générations qui ont porté le Parti depuis sa refondation en 1943. À Genève, le PdT est aujourd'hui au plus bas de sa représentation dans les institutions, avec une seule élue au parlement cantonal. À côté des ancien.ne.s militant.e.s, et de quelques militant.e.s arrivé.e.s d'autres organisations de la gauche combative, émerge une nouvelle génération qui se forme politiquement dans les Jeunes POP pour lutter pour un monde profondément différent de l'actuel, «*un monde meilleur, un monde socialiste !*» comme ils et elles l'affirment.

C'est avec tous et toutes ces militant.e.s qu'il s'agit de construire un parti qui défend les classes populaires, capable d'organiser politiquement ceux et celles que la société capitaliste exploite, opprime, marginalise, précarise et appauvrit.

Les luttes des classes sont multiples et traversent toutes les sociétés capitalistes. L'objectif général du parti doit être la libération des classes opprimées et en même temps le changement en profondeur des structures économiques et sociales du système capitaliste. Ce système domine et opprime aujourd'hui la plupart des sociétés humaines et participe à la destruction de l'environnement et de la biosphère de la planète entière.

Dans le cadre de ces objectifs généraux, il s'agit d'articuler l'action politique des militant.e.s du parti, là où se déroulent les luttes sociales, dans les lieux de vie et de travail, sur des objectifs intermédiaires, en défense des conditions de vie des classes populaires. Cette action politique doit se dérouler aussi dans la rue et elle devrait être relayée dans les institutions politiques.

Le parti sera à même de répondre à ces objectifs dans la mesure où sa base militante s'élargit et qu'on arrive à structurer une organisation interne qui permette à chaque militant.e de contribuer valablement,

dans le respect de ses disponibilités, aux objectifs décidés démocratiquement au sein de l'organisation.

La COP26 a été justement décriée de toutes parts comme un inutile concours de mots creux. Pourtant l'urgence écologique est là. Que faut-il faire ?

Une réponse structurelle à cette urgence doit forcément passer par la dépossession du pouvoir absolu des grandes concentrations de capital économique et financier. Ces concentrations de pouvoir sont les principales responsables de l'urgence écologique. Les populations du monde et notamment celles qui sont victimes de l'inégalité extrême des pouvoirs capitalistes doivent reprendre en main les destinées de l'humanité et de la planète. Parmi les premières mesures je vois des mesures de redistribution globale des richesses accompagnées de limitations fortes de la liberté des modes de production et de consommation. La rationalisation économique doit se faire en garantissant les besoins de base de la population du globe et de la biosphère.

Le capitalisme globalisé traverse une crise profonde : pénuries, inflation... Cette crise est-elle un épiphénomène dû au Covid ou bien est-elle structurelle ? Quelles mesures faudrait-il prendre pour la combattre ?

Le Covid a juste rendu plus évidents certains aspects de la crise du capitalisme globalisé. Cette crise est structurelle et elle touche la grande majorité des populations du Sud et des parties très importantes des populations des pays du Nord industrialisé. Là aussi, je ne vois pas d'autres issues que de passer par des mesures de redistribution des richesses que ce capitalisme globalisé a accumulé et concentré dans des mesures sans précédents.

Les nouvelles plutôt inquiétantes s'accumulent dans les pages internationales des journaux (retour des Talibans au



pouvoir en Afghanistan, course accrue aux armements, tension grandissante entre les USA et la République populaire de Chine, idées d'extrême-droite surreprésentées dans le débat pour la présidentielle en France...), mais aussi encourageantes parfois (rétablissement de la démocratie et retour du MAS-IPSP au pouvoir en Bolivie, victoire du candidat de la gauche chilienne à la présidence, résistance de la Révolution cubaine malgré toutes les difficultés,...). Comment analyses-tu la situation internationale ? L'internationalisme étant un des principes fondamentaux pour notre Parti, que pouvons-nous et devons-nous faire dans ce domaine ?

Les concentrations de pouvoir capitaliste, y compris le capitalisme étatique de la Chine, se disputent les zones d'influence pour assurer la poursuite de l'accumulation de leurs capitaux dans un monde devenu multipolaire. L'internationalisme de notre parti doit porter sur la solidarité avec tous ceux et celles qui dans le monde résistent et luttent pour reprendre en main leur destinée. Il y a des mouvements populaires qui luttent et qui résistent dans le monde entier. Pour ajouter juste un exemple emblématique à ceux cités dans la question, je mentionnerais encore la récente victoire d'étape de la longue grève des paysan.ne.s indiens contre le projet de libéralisation du secteur agricole du gouvernement indouiste de Narendra Modi.



La solidarité internationale est aussi celle envers toutes les personnes que les guerres et les ravages économiques et écologiques du capitalisme poussent sur les voies de l'exil. Or la politique menée par l'UE et par la Suisse dans ce domaine est un véritable scandale. Que pouvons-nous faire ?

Le référendum contre le financement par la Suisse de l'agence de gardes-frontière de l'Union européenne Frontex aurait pu devenir un moment de débat politique sur la politique de migration inhumaine de la Suisse et de l'Europe. Malheureusement, le comité référendaire n'étant pas suffisamment structuré pour faire aboutir la récolte des signatures, ce débat politique est reporté à une prochaine occasion. En attendant nous devons soutenir les mouvements et les collectifs qui soutiennent l'accueil des migrant.e.s et - avec eux - nous opposer fermement aux mesures de clôture des frontières et d'organisation des renvois forcés.

La pandémie n'est pas encore finie que la majorité de droite à l'Assemblée fédérale revient aux vieilles recettes empoisonnées du néolibéralisme : baisses d'impôts supplémentaires pour le capital et les plus riches (abolition du droit de timbre), et démantèlement social pour les autres (démantèlement des retraites). Comment juges-tu la politique menée par le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ?

Le pouvoir politique suisse est dans les mains des laquais de la bourgeoisie capitaliste. Quand leur politique en faveur des riches pénalise de manière trop évidente les classes populaires, la social-démocratie et les Vert.e.s se retrouvent un rôle d'opposition. Le PdT est pleinement dans son rôle avec le soutien aux référendums contre la suppression des droits de timbre et celui qui sera lancé contre la réforme de l'AVS avec l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes.



Le 4 décembre, la salle du Cercle du Mail a accueilli une quarantaine de camarades en bonne partie venus de Catalogne pour fêter la nomination à la tête d'Unia-Genève de leur camarade Anna Gabriel (dans la photo avec l'ancien secrétaire régional Alessandro Pellizzari). Anna est ancienne députée catalane du parti indépendantiste de la gauche radicale CUP (Candidature d'unité populaire) exilée à Genève depuis 3 ans. Entre les drapeaux de la Palestine et de la Catalogne qui décoraient la salle du Mail, on remarque le drapeau vert avec les trois cuillères représentant la production industrielle du village d'origine en Catalogne, où Anna a grandi dans une famille ouvrière, communiste et libertaire. (t.s.)

Des élections cantonales auront lieu en 2023. Notre Parti devra y participer, bien sûr, mais difficile à ce jour de dire sous quelle configuration. La situation dans la gauche genevoise est en effet, pour le moins, « compliquée ». Comment envisages-tu l'avenir de la gauche radicale dans notre canton ?

Il serait important que la gauche combative garde une présence dans le parlement cantonal en 2023. Pour y arriver il faut qu'une liste regroupant plusieurs organisations atteigne plus de 7% des voix, ce qui est loin d'être acquis. L'aspiration à l'hégémonie exclusive des anciens dirigeants de solidaritéS au détriment de toutes les autres composantes de la coalition électorale «Ensemble à Gauche» a porté un préjudice grave pour la crédibilité politique de cette coalition. Au-delà de l'échéance électorale, la gauche combative dont fait partie le PdT doit continuer son travail avec les mouvements sociaux, et les luttes

syndicales, les luttes des femmes, pour l'égalité et les droits démocratiques, pour la justice face à la crise environnementale ...

Il est important d'agir dans la situation politique et sociale qui est celle d'aujourd'hui, mais sans oublier non plus notre vision d'avenir. Notre Parti a en effet pour vocation de changer la société, pas seulement de réformer le système actuel. Comment vois-tu les perspectives à long terme pour notre Parti et les idées que nous portons ?

L'idée de la libération des classes sociales opprimées par le système d'exploitation capitaliste est à mon avis centrale dans notre parti. C'était un principe de base dans le Manifeste du parti communiste rédigé par Marx et Engels en 1847. Les réalisations de cette idée se sont heurtées aux guerres portées par la bourgeoisie parmi d'autres contre la Commune en 1871 et contre les révolutions communistes



en différents pays du monde en 1917-1919 jusqu'à aujourd'hui encore par exemple contre la révolution cubaine. Mais l'héritage du socialisme qui a réellement existé dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques et dans les autres pays socialistes européens est très lourd à porter pour ceux et celles qui se réclament toujours de cet idéal. En témoigne la quasi-disparition des grands partis communistes européens ainsi que le fait que le parti communiste qui

gouverne la République Populaire de Chine, a réussi à faire de ce pays la deuxième puissance économique mondiale en l'intégrant quasi totalement dans le système capitaliste globalisé.

Les perspectives à long terme pour les idées que nous portons dépendent de notre capacité d'analyser de manière critique les échecs trop souvent dramatiques et les dérives parfois criminelles des réalisations pratiques de nos idées et elles

dépendent aussi de notre capacité à analyser l'évolution des rapports de production et de consommation d'un système capitaliste globalisé porteur de plus en plus d'inégalités, d'injustices et d'effets destructeurs pour l'humanité entière et de participer à la construction d'alternatives non capitalistes porteuses des idéaux humanistes, démocratiques et communistes.

Propos recueillis par la rédaction

L'espoir a triomphé de la peur, Gabriel Boric est élu président du Chili

Le néolibéralisme est né au Chili avec le coup d'état de Pinochet et vient de tomber avec la victoire de Gabriel Boric.

Près de 50 ans après l'assassinat de Salvador Allende, ses idéaux de justice sociale sont toujours debout au milieu des jardins fleuris de Pablo Neruda.

Article et traduction Nico Maury

Le service électoral (SERRVEL) a annoncé les résultats portant sur 99,99% des bureaux de vote :

Gabriel Boric est élu président du Chili avec 55,87% des voix (4.620.671 votes) contre 44,13% pour son rival d'extrême droite José Antonio Kast.

Avec presque 1 million de voix d'avance, Gabriel Boric, qui a rassemblé 25,83% lors du premier tour des élections présidentielles, a annoncé la victoire devant des centaines de milliers de personnes, qui ont afflué dans les rues de Santiago pour célébrer la victoire.

"Aujourd'hui, l'espoir a pris le pas sur la peur" déclare le nouveau président-élu chilien qui a battu l'extrême droite nostalgique de la dictature de Pinochet, José Antonio Kast. "Je me sens comme l'héritier d'une histoire, qui, à partir de différentes positions, a recherché la

justice, la défense des droits de l'homme et des libertés. Je serai le président de tous les Chiliens" a-t-il ajouté.

Cette victoire de la gauche vient des luttes populaires massives des années antérieures et des luttes de 2019.

"Mon engagement est de prendre soin de la démocratie au quotidien, une démocratie de fond, où les quartiers et les organisations sociales ont un rôle moteur, car sans le peuple, il n'y a pas de démocratie (...) Les exigences de justice et de dignité sont toujours présentes dans le peuple, nous avancerons à pas lents mais fermes", a déclaré le président élu.

Il a annoncé que des politiques de lutte contre les inégalités sociales seront prioritaires pour développer un véritable développement durable.

Il entend mettre un terme aux violences policières : "le respect des droits humains est toujours un engagement indéfectible. Nous ne pourrions jamais avoir un président qui déclare la guerre à son propre peuple. Aux victimes des violations des droits humains nous disons : Nous rechercherons la vérité, la justice, la réparation et non ferons



tous pour éviter que cela ne recommence".

Face à la crise climatique, il déclare que "ce n'est pas une invention, elle impacte la vie des générations futures. Nous ne voulons plus de zones de sacrifice et des projets qui détruisent notre Chili". "On ne peut pas rester indifférents quand on voit nos paysans sans eau. Dans notre Gouvernement, un développement compatible avec l'environnement sera une priorité".

Enfin, il annonce que "nous allons défendre un système public, autonome, sans but lucratif". L'ère du néolibéralisme, instauré avec la dictature de Pinochet, semble se terminer.

Source :
https://www.editoweb.eu/nico-las_maury/



Solidarité avec nos camarades du HDP, persécutés par le régime d'Erdogan

La Turquie glisse toujours plus dans les ténèbres et le despotisme. Aujourd'hui, c'est le HDP (Parti démocratique des peuples) – parti formé d'une coalition de partis et d'organisations de gauche radicale et qui défend la cause kurde – qui est la cible d'une procédure d'interdiction de la part du parquet turc, victime d'une persécution grossièrement politique, en réalité pour le seul « crime » d'avoir rassemblé plus de 10% des voix, et de porter un programme qui déplaît au régime en place, celui du président Recep Tayyip Erdogan. Il est de notre devoir d'être solidaires de nos camarades du HDP, et pour commencer d'informer le public de la vraie nature dudit régime.

Un régime islamofasciste

Le régime dirigé par le président Erdogan peut être proprement qualifié d'islamofasciste. Erdogan lui-même est un idéologue islamiste, qui inspire toute cette sinistre mouvance au Moyen Orient. Il n'hésite d'ailleurs pas à dire ouvertement qu'il a les mêmes idées que Talibans. Ce régime repose sur une coalition entre deux partis : l'AKP, « Parti de la justice et du développement » (qui dans les faits a apporté l'injustice et la gabegie économique), parti d'Erdogan, islamofasciste, et d'un partenaire minoritaire, le MHP (Parti d'action nationaliste), parti national-fasciste (très proche des partis fascistes tels que l'Europe n'en a que trop connu). La Turquie a connu son lot de fausses démocraties et de vraies dictatures, mais jamais n'a eu encore un gouvernement aussi infâme.

Pour être sans nuance, la qualification de « fasciste » n'est pas abusive pour le régime actuellement en place en Turquie. Non pas en sens vague et générique, pouvant qualifier n'importe quel mouvement d'extrême-droite, mais dans la mesure où la Turquie présente aujourd'hui des ressemblances inquiétantes avec les régimes fascistes du XX^{ème} siècle. Si elle n'est

pas formellement une dictature, la Turquie n'est en tout cas plus une démocratie. Les libertés politiques n'existent plus guère, la liberté de manifester n'est pas respectée. Les syndicats n'arrivent à mobiliser qu'une fraction de leur potentiel militant, car les gens craignent trop la répression pour se mobiliser ouvertement. La liberté de la presse n'est qu'un lointain souvenir. Il n'y a plus de presse indépendante qui puisse paraître. Celle qui existe est ou ouvertement liée au régime, ou achetée, ou contrainte par une censure de fait. L'État de droit a depuis longtemps disparu. Plus de mille académiciens ont été licenciés pour délit d'opinion : ils avaient signé une pétition pour la paix au Kurdistan. Il n'y a plus de justice indépendante. Les tribunaux sont tous à la botte d'Erdogan. Aucun procureur n'ose ouvrir une procédure à l'encontre d'agents du régime. Aussi les crimes commis par les mafias liées au pouvoir, les meurtres d'opposants, les crimes pédophiles commis par des religieux...ne sont jamais poursuivis.

Une opposition légale existe certes toujours en Turquie, mais de plus en plus difficilement vus l'acharnement du régime à l'éradiquer, ainsi qu'une opposition révolutionnaire en réalité nombreuse, mais peu visible, car réprimée. Actuellement, ce sont nos camarades du HDP qui sont victimes de cette répression. Plus de 10'000 membres de ce parti – à tous niveaux, des militants de base jusqu'à la présidence – sont emprisonnés ; presque tous les maires élus sous l'étiquette HDP ont été arbitrairement destitués et remplacés par des administrateurs temporaires à la solde du régime ; et le HDP pourrait être prochainement interdit. Mais toutes ces persécutions ne pourront jamais réduire le HDP au silence.

Des persécutions arbitraires et illégales qui plus est. Dernièrement, le Tribunal constitutionnel de Turquie a intimé au gouvernement de libérer Selahattin Demirtas, Coprésident du HDP, et Osman Kavala,



HALKLARIN DEMOKRATİK PARTİSİ

homme d'affaires, philanthrope et opposant au régime. Le gouvernement a décidé d'ignorer le verdict de la juridiction la plus haute de son pays. Les avocats des deux prisonniers d'opinion ont mené l'affaire jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme, qui a conclu que la détention était dans les deux cas arbitraire, sans verdict valablement prononcé, donc purement politique. Elle a exigé leur libération, sans que le régime obtempère. La Turquie risque l'exclusion du Conseil de l'Europe pour cela.

Principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), parti du premier président Mustafa Kemal Atatürk et officiellement social-démocrate, est pour l'instant toléré, mais même lui commence à être victime de persécutions judiciaires de la part du pouvoir, ainsi que de menaces de mort venant des mafieux proches du régime.

Un régime semi mafieux

Ce régime a également une troisième composante non-officielle, mais essentielle : la mafia turque. Une amnistie spéciale a été ordonnée il y a une année, dans le seul but de libérer des leaders mafieux « utiles ». Le parrain de la mafia le plus important lié au régime est Alaattin Çakici, actif dans le commerce de drogue, le racket et la prostitution, ayant une armée de loupes gris (fascistes turcs) sous ses ordres. Il est également habitué des menaces de morts proférés contre des opposants au gouvernement



– dont nombre de membres du HDP, mais également le président du CHP, ont fait les frais – et certainement d'un grand nombre de meurtres, jamais élucidés.

Un autre boss majeur de la mafia, un temps allié du gouvernement, mais rival du précédent, est Sedat Peker, lui aussi un fasciste (son signe de reconnaissance est celui des loups gris). Un personnage peu recommandable : lui aussi spécialiste des menaces de morts, il avait déclaré à l'intention des universitaires qui avaient signé une pétition pour la paix avec les Kurdes qu'il « allait faire couler leur sang et prendre une douche avec ». Mais le fait est qu'il s'est retrouvé en difficulté, et a dû fuir aux Émirats Arabes Unis. Un procureur lui avait téléphoné en personne pour l'avertir qu'il risquait d'être arrêté s'il ne quittait pas la Turquie. Depuis, il a rompu avec le gouvernement et, par vengeance, diffuse régulièrement sur YouTube des vidéos remplies d'accusations, sans preuves mais non dénuées de crédibilité, portant sur toutes sortes d'affaires criminelles dans lesquelles le régime est impliqué. Des accusations dévastatrices pour le régime d'Erdogan. Un journaliste de l'agence d'informations publique a été licencié pour avoir osé poser une question à un ministre à ce sujet. En revanche, aucune enquête n'a été ouverte à la suite de ces accusations contre ne serait-ce qu'un seul agent du régime...

Il accuse notamment l'État turc d'être impliqué dans le commerce de drogue. Il semble que de la cocaïne en provenance de Colombie est régulièrement déchargée à Izmir, où elle est livrée par bateau. Le gouvernement colombien n'a obtenu aucune réponse sérieuse, ni aucune ouverture de procédure pénale dans ce dossier. L'opposition accuse le régime de trafic de drogue à large échelle.

La Turquie a exigé l'extradition de Sedat Peker au gouvernement des Émirats, sans que cette demande ne soit satisfaite. Depuis, les deux pays sont en froid. Il faut dire que

la Turquie a accusé les USA, l'UE, l'Arabie saoudite et les Émirats d'être derrière le putsch raté de 2015...

Un régime corrompu et incompetent

La crise économique et sociale née du Covid aurait été dure en Turquie sous n'importe quel gouvernement, tant que le capitalisme y règne. Mais l'incompétence doublée à la corruption du régime d'Erdogan en a fait une calamité sans précédent.

Le système économique en place en Turquie est un capitalisme monopoliste d'État particulièrement dispendieux, inefficace, corrompu, laissant la place belle au népotisme et aux détournements de fonds, ainsi qu'à un capitalisme sauvage à base de chantiers à la légalité douteuse et de ravages profonds à l'urbanisme. Comme par hasard, depuis qu'Erdogan est au pouvoir, tous les grands chantiers – ponts, autoroutes, aéroports, infrastructures, etc. – sont attribués, sans appel d'offre, à cinq oligarques, fascistes et religieux, qui se trouvent par ailleurs être ses amis. Des chantiers facturés plus du double du prix normal. D'après une enquête du HDP, toutes ces sommes sont détournées en passant par le Qatar, et garantis par des tribunaux anglais. Si bien que non seulement ces cinq oligarques se soient enrichis considérablement, mais cette part mal acquise de la richesse nationale pourrait difficilement être recouvrée par un gouvernement démocratique qui remplacerait celui d'Erdogan (qui se serait lui-même bien rempli les poches dans toutes ces affaires...)

Erdogan a également pris le contrôle de la Banque centrale de Turquie, dont il a supprimé de fait l'indépendance et changé quatre présidents en un bref laps de temps. Non pas que l'indépendance de la banque centrale soit un principe intangible, mais encore faut-il que le gouvernement soit compétent pour la gérer, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence. Erdogan a forcé la banque centrale à baisser les taux

d'intérêt (sous peine de licenciement pour sa direction). Cette dévaluation n'a amené aucune reprise économique, mais a conduit à un effondrement de la Lire turque, qui a perdu 45% depuis le début de l'année 2021, dont 30% ces trois derniers mois. D'où a suivi une inflation catastrophique, pour un pays qui importe la majeure partie de ses biens de consommation, et où opèrent les mêmes chaînes de magasins qu'en Europe (et qui pratiquent les mêmes prix que dans l'UE).

Cette combinaison détonante de corruption et d'incompétence a conduit à une véritable catastrophe sociale. La pauvreté était en effet déjà massive en Turquie. Le salaire minimum y est ainsi scandaleusement bas : 187\$ par mois (très bas) = 2225 liras. Ce qui est en dessous du seuil de pauvreté absolue, fixé à 8'000 liras par mois, soit 500\$. En comparaison, le salaire minimum le plus bas dans l'UE est en Bulgarie : un peu plus de 300€ par mois. La crise actuelle a conduit à une véritable misère de masse. Beaucoup de gens souffrent de la faim, et sont obligés de faire les poubelles pour survivre.

Un régime impérialiste et va-t'en guerre

Pendant que le peuple souffre, Erdogan fantasme de restaurer la grandeur impériale passée, et a impliqué la Turquie dans des guerres tous azimuts au nom de son idéologie islamiste. Guerre contre les Kurdes, au nord de la Syrie (deux incursions meurtrières à ce jour), au nord de l'Irak, guerre contre les Yézidis. Implication dans la guerre civile libyenne, aux côtés du président, islamiste, en poste à Tripoli, contre le maréchal Haftar, au service du parlement, sis à Benghazi, et soutenu par une coalition rassemblant la Russie et les pays occidentaux. Pour cette implication en Lybie, la Turquie paye une armée privée et non officielle, SAADAT, créée par le premier conseiller d'Erdogan, ancien général d'armée ; avec l'armée officielle présente en renfort. Sans parler de l'épreuve de force avec la Grèce, ni de la



véritable guerre civile déchaînée par le régime au Kurdistan turc.

Outre cette implication militaire directe, le régime d'Erdogan soutient activement les islamistes au Moyen Orient. Tous les moyens de l'État, les services secrets notamment, sont mis à contribution pour cela. Environ 80'000 islamistes auraient combattu en Syrie, avec une solde payée par l'État turc (bien supérieure au salaire minimum turc), contre le régime de Bachar El Assad. C'est que El Assad est alévi (un courant libéral du chiisme, considéré comme hérétique par les islamistes), et que la révolte contre lui est d'inspiration islamiste sunnite. Sans parler des intérêts économiques et géopolitiques évidemment. En raison de cette politique, le Qatar est le seul allié de la Turquie dans la région. Pour cette même raison, l'UE l'a mise dans la liste grise des États qui soutiennent le terrorisme depuis un mois.

Cette politique impériale est toutefois au-dessus des moyens de la Turquie, proprement dispendieuse. Le peuple souffre de toutes ces guerres, dont il paye le prix, et qui l'enfoncent dans la misère. Selahattin Demirtas a dénoncé cette politique de guerre, criminelle et ruineuse, chiffres à l'appui. Ce n'est pas la moindre raison de la haine que lui voue le régime...

Un régime obscurantiste

L'incompétence sans limite manifestée par le régime AKP n'est pas surprenante dans la mesure où il s'appuie sur des islamistes profondément ignorants, dont les compétences s'arrêtent à leur vision obscurantiste de la religion. En commençant par le président Erdogan en personne. La loi turque exige en effet que, pour accéder à la présidence de la République, il faille présenter un diplôme universitaire. Erdogan a bien présenté une copie d'un diplôme d'économie censément obtenu à l'Université de Marmara...sauf qu'il s'agit d'un faux. Il n'existe aucune trace du passage d'un étudiant nommé Recep Tayyip Erdogan dans les archives de cette

université, qui est obligée de se taire, vue qu'elle fait l'objet de pressions de la part du régime, et qu'un recteur islamiste lui a été imposé. En réalité, Erdogan a étudié dans un lycée religieux – type d'institution dans laquelle il ne faut pas voir l'équivalent des lycées catholiques français, qui dispensent souvent une très bonne formation, mais d'un lieu de formation obscurantiste, après lequel il n'est pas possible de s'inscrire à l'université.

Le président Erdogan n'est pas une exception. La politique des cadres du régime est de recruter, pour des postes à responsabilité de tout niveau, y compris les plus élevés, des religieux, militants de l'AKP (ou à la rigueur du MHP), à l'exclusion de tout autre critère, que ce soit d'études, de diplômes, de publications ou de compétences. Des islamistes complètement incultes se retrouvent ainsi à occuper les plus hautes questions. La gabegie était à prévoir...

À l'Université de Bogaziçi, c'est ainsi un islamiste totalement ignorant, sans diplôme, sans publications, ni aucun lien avec l'université, qui fut nommé recteur. Les étudiants sont en grève pour protester contre cette décision...

Un obscurantisme dangereux. Lorsque Erdogan transforma officiellement Sainte Sophie en mosquée, tous les islamistes s'y sont rendus à la prière du vendredi pour fêter cet événement. Le président des affaires religieuses (dignitaire d'un niveau ministériel) est monté parler en chaire ceint d'une épée, évocation explicite de la guerre sainte menée naguère pour, notamment, islamiser les Kurdes, par la force des armes. Ce qui évoque aujourd'hui encore des souvenirs douloureux pour les Kurdes, et est ressenti comme une menace non dissimulée.

Un régime rétrograde, qui liquide tout l'héritage progressiste, pourtant relatif, de la Turquie

Le projet de l'AKP est de revenir à un Moyen Age fantasmé, aux

temps du Prophète tels qu'ils se l'imaginent, et qui n'ont jamais existé. Pour illusoire que soit ce projet de retour en arrière, il a pour conséquence pratique la liquidation de tous les acquis progressistes de la République Turque, pourtant limités, s'agissant d'un État colonialiste, peu progressiste, qui ne connut qu'une démocratie très relative et une succession régulière de dictatures militaires.

Il convient ici de revenir un peu en arrière, d'inscrire la situation actuelle de la Turquie dans son histoire. Durant la Première Guerre mondiale, l'Empire Ottoman tenta de jouer sa dernière carte en s'alliant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Comme pour ces deux empires, la défaite lui fut fatale. Les vainqueurs souhaitaient se partager les décombres d'une puissance qui naguère avait fait trembler l'Europe. Le traité de Sèvres, traité de capitulation signé en 1920 par le sultan Mehmed VI, prévoyait le démantèlement de l'empire, un Kurdistan autonome et une Arménie indépendante. Mais, après le génocide, il ne subsista de territoire arménien que la République soviétique d'Arménie. L'autonomie kurde ne fut jamais réalisée. Une partie de la Thrace revint à la Grèce. La France et l'Angleterre se partagèrent la Syrie, le Liban, la Palestine et la Mésopotamie. Des parties de l'Anatolie étaient occupées militairement par les vainqueurs de la guerre. Mais la décision finale sur le sort de la Turquie fut remise à plus tard.

Tous les Turcs n'étaient pas prêts à se résigner à ce démembrement et à cette occupation militaire de leur pays. Mustafa Kemal, auquel le parlement de la République turque accordera le patronyme d'Atatürk pour son œuvre, général et héros de guerre, mais aussi, secrètement, révolutionnaire et opposant au régime impérial (et qui, par ailleurs, avait lu près de 6'000 livres), refuse de l'accepter. Il organise donc un congrès pour refuser cette occupation, et conduit la lutte armée pour libérer la Turquie des



occupants étrangers, et contre le sultan qui s'était soumis à leur volonté.

Une lutte soutenue par Lénine et le jeune pays des Soviets, au nom des principes anti-impérialistes, et pour desserrer quelque peu l'encerclement impérialiste du premier État prolétarien de l'histoire. Une partie de la Turquie occupée par l'armée tsariste, à la frontière géorgienne, lui fut rendue. L'URSS apporta un soutien important à la nouvelle République turque, et aida à son industrialisation. Un soutien pour lequel Atatürk était reconnaissant – et promettait une amitié éternelle – et qui dura jusqu'à sa mort, en 1938.

La nouvelle Turquie se voulait démocratique. Un parlement fut élu en 1920, dont Atatürk tenait son mandat. La République fut instaurée en 1923, dont il devint le premier président. Ce fut un régime plutôt autoritaire, mais qui entreprit des réformes progressistes majeures. Des réformes visant à la modernisation et à la sécularisation du pays. Le califat fut aboli, et la laïcité instaurée. Les sectes religieuses furent dissoutes (aujourd'hui, elles dirigent la Turquie dans l'ombre du régime d'Erdogan). L'habillement européen fut imposé. L'alphabet latin remplaça l'alphabet arabe. Et l'égalité hommes-femmes fut introduite, au moins sur le plan légal. Les femmes reçurent les droits politiques, en 1934. Aux premières élections auxquelles elles purent participer, en 1937, 18 femmes furent élues au parlement. Atatürk eut également le mérite d'avoir compris, et dénoncé, le danger que représentait Hitler pour le monde, et d'avoir tout fait pour tenir la Turquie éloignée de la nouvelle guerre.

Mais ses mérites ne doivent pas faire oublier sa part d'ombre. C'était un dirigeant nationaliste, qui réprima dans le sang les revendications nationales du peuple kurde. En 1925, la République turque écrasa un soulèvement kurde, dirigé par le Sheikh Sait. Cette répression fut justifiée par le prétexte qu'il s'agissait d'un mouvement



Le 2 décembre 2021, le PST-POP avait rencontré, à Berne, une délégation de parlementaires du HDP, composée de Feleknas Uca (Vice-présidente du HDP, Co-Porte-parole de la Commission des Relations Extérieures & Parlementaire de Batman) ; Tülay Hatimogullari (co-présidente adjointe du HDP & parlementaire de Hatay) ; Nejdet Ipekyüz (parlementaire HDP de Batman) ; et Devriş Çimen, représentant européen du HDP, venus en Suisse dénoncer la répression dont ils font l'objet et chercher des soutiens. Nous avons assuré nos camarades de Turquie de tout le soutien qu'il nous sera possible de leur témoigner.

réactionnaire, conduit par un leader religieux et féodal, qui plus est allié aux britanniques (qui avaient leurs propres raisons de vouloir affaiblir la nouvelle Turquie). Un gouvernement réellement révolutionnaire n'aurait pas agi ainsi. Le Kurdistan était une colonie, et les revendications portées par la révolte du Sheikh Sait étaient légitimes, bien qu'exprimées sous forme religieuse. En 1930, le soulèvement d'Agri, révolte kurde cette fois-ci explicitement nationale et non religieuse fut violemment réprimée. Et, en 1937-1938, la répression d'une révolte à Dersim fit plus de 40'000 morts, un véritable génocide. La République turque amena aussi l'achèvement de la colonisation turque au Kurdistan, dans la violence.

Malgré sa part d'ombre, les acquis de la République turque furent bel et bien réels. La Turquie fut également, en réalité, un pays très révolutionnaire, doté d'un mouvement révolutionnaire puissant et

théoriquement solide. Un mouvement face auquel la bourgeoisie turque estima n'avoir d'autre choix que de recourir à une succession de juntes militaires. Ce sont ces acquis que le régime d'Erdogan s'emploie à démolir, tout en aggravant encore ce qu'il y avait de négatif.

Mais, aussi malfaisant fût-il, le régime d'Erdogan n'a pas à ce jour établi de dictature complètement consolidée. Complètement discrédité, il a peur – à juste titre – d'une débâcle aux prochaines élections. Ce régime peut et doit être vaincu. Il est de notre responsabilité internationaliste de soutenir, ici en Suisse, la juste lutte des travailleurs et de tous les progressistes en Turquie, nos camarades du HDP, ainsi que les revendications légitimes du peuple kurde, dans toutes les parties du Kurdistan ; la juste aspiration à un Kurdistan unifié, indépendant et démocratique.

Alexander Eniline (avec la participation de Burhan Aktas)



Pénuries d'électricité annoncées : que faire ?

Compte-rendu du débat public organisé par le Parti du Travail le 10 décembre 2021

L'information ne vous aura sans doute pas échappé, puisque les médias en ont abondamment parlé, sur un ton volontiers anxiogène : le risque de pénuries d'électricité en Suisse devient réel, pouvant aller jusqu'à plusieurs jours de black-out. Une analyse superficielle pourrait faire penser que le problème est dû aux relations compliquées actuellement avec l'UE, mais le fait est que d'autres pays rencontrent aussi ce problème. Une des raisons pourquoi l'UE ne souhaite pas renouveler l'accord sur l'électricité est qu'elle-même risque d'en manquer. La Chine est obligée d'imposer un ralentissement d'activité à ses entreprises pour ne pas courir le risque de devoir couper le courant à la population. La hausse des prix de l'énergie et des matières premières, les pénuries déjà existantes et les menaces de pénuries sont une tendance généralisée.

Alors, que faire ? Certains n'hésitent pas à prôner la relance du nucléaire. D'autres disent qu'il faut massivement développer les énergies renouvelables, mais cela pour garder une consommation d'énergie constante, et augmenter notablement la production d'électricité pour remplacer les énergies fossiles. Cela est-il seulement réaliste ? Des économies d'énergie, une sobriété énergétique ne sont-elles pas indispensables ? Le fait est que, pendant presque deux siècles, le capitalisme fut alimenté par les énergies fossiles et les matières premières à bas coût. Mais cette époque est révolue. Le système en place bute sur les limites naturelles de la planète. Vouloir continuer la gabegie actuelle n'est ni réaliste ni même souhaitable. Ce serait la certitude de rendre la Terre inhabitable. Un changement de modèle est aujourd'hui nécessaire. Mais quel modèle alternatif adopter ? Et comment y arriver ? On voit que cette question d'une possible rupture d'approvisionnement d'électricité amène à soulever plusieurs enjeux cruciaux.



De gauche à droite : Morten Gisselbaek, Zakaria Dridi, Alexander Eniline, Teo Frei, Pierre Eckert

Pour discuter de ces importantes questions, le Parti du Travail avait organisé un débat public le 10 décembre 2021. Avec un parterre d'intervenants de qualité, et assurant une raisonnable diversité d'opinions. Nous avons été heureux de compter sur la présence de : Zakaria Dridi, gymnasiens, membre du POP Vaud, gréviste pour le climat ; Pierre Eckert, député Vert au Grand Conseil, physicien et météorologue ; Teo Frei, étudiant, gréviste pour le climat, membre du groupe écosocialiste de solidaritéS ; et Morten Gisselbaek, architecte, membre du PdT, ancien conseiller municipal. Aucune femme malheureusement, mais ce n'était point notre faute. Tous les intervenants invités – parmi lesquels plusieurs intervenantes – n'ont pu répondre par la positive à notre invitation. Le public fut au rendez-vous, et le débat fut riche et intéressant.

Il est en effet crucial d'empoigner ces problèmes, et de leur apporter des réponses progressistes. Pour l'instant, c'est l'UDC qui est à l'offensive sur cette question. Le parti blochérien a récemment publié un document sur l'approvisionnement en électricité, autour duquel il a fait beaucoup de bruit. Un papier qui a l'air bien fait, documenté, mais qui est aussi passablement démagogique, dans le plus pur style UDC. Rodomontades contre la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral (qui serait inefficace) la

conseillère fédérale Simonetta Sommaruga – qui aurait le choix d'obtempérer aux injonctions de l'UDC ou d'être dessaisie du dossier –, présentation de la situation sur un ton anxiogène : on court à la catastrophe ! la patrie est danger ! Sans oublier le bavardage sur la « gauche rose-verte », accusée de détruire la Suisse, ni les affirmations comme quoi, s'il y a un problème d'approvisionnement en électricité, c'est à cause de l'immigration. Véritable pensée magique : quel que soit le problème, la cause, ce sont les étrangers, les virer est la solution. Après tout, pourquoi réfléchir ? Il est vrai qu'il y a des élections fédérales en 2023... Il est important d'empoigner ces enjeux, ne serait-ce que pour empêcher que l'extrême-droite ne les monopolise, et ne les détourne en un sens nationaliste, plutôt qu'écologique et social, comme il faudrait les traiter.

Quant aux solutions proposées par l'UDC, c'est : les énergies renouvelables ne sont pas efficaces, alors, pour sortir du fossile, il faut renforcer l'hydraulique et relancer le nucléaire. Or, le nucléaire n'est pas une solution. Outre le problème, irrésolu à ce jour, des déchets, et du coût réel (si on prend en compte les frais de démantèlement des centrales qui ont fait leur temps), les risques sont trop élevés : un accident sérieux impliquerait d'évacuer une partie de la Suisse pour des dizaines, voire des centaines



d'années. Vers où ? Et la faisabilité politique est nulle. Avec toutes les complications légales et la durée des travaux, une nouvelle centrale ne pourrait pas être mise en service avant 2050. Or c'est maintenant qu'il faut des solutions.

Or, la Suisse ne risque pas réellement de pénurie. La bourgeoisie suisse est suffisamment riche pour conserver ses positions – et l'infrastructure nécessaire pour cela, dont l'énergie – pendant encore un moment. Ce sont d'autres parties du monde qui payeront hélas pour que les pays riches continuent leur gabegie. Et, si on circonscrit le problème à l'approvisionnement de l'électricité en Suisse *stricto sensu*, il n'est pas insurmontable. Il est faux de penser que la demande d'électricité augmente de façon incontrôlable. La consommation d'électricité dans notre pays a été stabilisée ces dernières années. Les progrès en matière d'efficacité énergétique sont réels et significatifs. Et, même si on voulait remplacer toutes les énergies fossiles par l'électricité (remplacer les voitures thermiques par des voitures électriques par exemple), une hausse de la production d'électricité de 20% suffirait. C'est si on considère tous les enjeux sous-jacents, si on élargit la focale, que le problème apparaît dans toute son ampleur.

Pour ce qui concerne l'approvisionnement en électricité, une marge importante existe pour le développement du renouvelable, solaire et éolien. Que ces sources d'énergies soient intermittentes n'est pas un problème insurmontable. Des solutions de stockage existent. Centralisées, avec des centrales de pompage-turbinage. Ou locales. D'ailleurs, un système plus décentralisé aurait l'avantage d'être plus résilient, plus souple, et de minimiser les gaspillages. Mais si l'on veut sortir du nucléaire, il faudra compenser par des économies d'énergie proportionnelles.

Il existe d'autres raisons pour la sobriété énergétique. La technologie ne saurait être la solution miracle. Il n'est ni raisonnable ni souhaitable

de continuer la gabegie actuelle, le modèle d'économie linéaire, génératrice de gaspillages colossaux, même si l'approvisionnement en énergie peut être assuré pendant encore quelque temps. Car les solutions technologiques – mêmes les plus « vertes » – nécessitent une quantité phénoménale de métaux, dont certains sont fort rares sur notre planète, et qu'on en a extrait plus en quelques décennies que durant toute l'histoire de l'humanité. Les infrastructures requises exigent une quantité toute aussi considérable de béton, filière pourtant très polluante et émettrice de CO₂. Et ce qui semble « vert » ne l'est pas toujours si on regarde sur toute sa chaîne de production. Le bilan écologique d'une voiture électrique est par exemple loin d'être bon. S'agissant de technologie, non seulement elle ne résoudra pas tout, mais il faut là aussi faire preuve de mesure. En particulier, il faut refuser le principe selon lequel il faudrait tout digitaliser (sans même réfléchir si c'est vraiment utile). Car le numérique – malgré son image d'immatérialité – est un secteur extrêmement énergivore et consommateur de ressources. Il faut en faire un usage raisonnable.

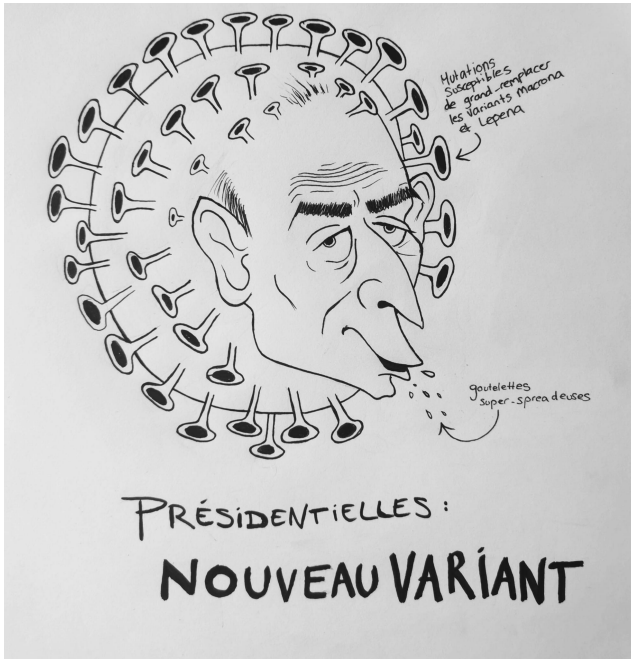
Ce ne sont à vrai dire pas les solutions techniques – qui existent et sont connues ; même s'il y a matière à débat pour nombre de leurs aspects, toutes ces questions peuvent être rationnellement résolues – qui posent problème, mais l'acceptabilité politique des mesures, les conditions subjectives pour les changements radicaux requis. Le moins que l'on puisse dire est que le système en place est peu favorable à une telle rupture, et manifeste une inertie désespérante. Il est indispensable d'en changer. Oui, mais comment ? La première chose à dire que, pour être socialement acceptable, l'écologie doit être sociale. Des solutions punitives, basées sur des taxes, qui frappent durement les gens modestes, les moins responsables de la catastrophe en cours, tout en permettant aux plus riches – dont le mode de vie est écologiquement insoutenable – de continuer comme

avant, ne seront pas acceptées par le peuple. Mais si les changements sont socialement justes, ils peuvent non seulement être réalistes, mais aller dans le sens du progrès social. Des solutions collectives et égalitaires, la socialisation de la production et de la consommation, sont de mise : la meilleure mesure en faveur du transfert modal est la gratuité des transports publics. Des mesures de rationnement seront sans doute inévitables. Une façon de procéder socialement juste est l'établissement de quotas de consommation par personne (de voyages en avion par exemple).

Des mesures réellement radicales ne pourront être réellement mises en place sans sortir du capitalisme. Pour le Parti du Travail, le seul système pouvant prendre la place du capitalisme est le socialisme. Mais un socialisme qui devra faire face à des enjeux différents de ceux du socialisme réel du XX^{ème} siècle – il ne devra pas viser le but de développer au maximum les forces productives pour sortir le pays de la pauvreté, mais mieux répartir une production soutenable – et pour cette raison devra fonctionner de façon un peu différente.

Certes, il n'est plus réaliste de nos jours de regarder vers l'avenir avec la même certitude qu'autrefois. Le scénario du pire – que nous ne puissions pas empêcher le capitalisme d'entraîner l'humanité vers l'abîme – est malheureusement plausible, et doit être pris au sérieux. Mais il n'est pas non plus certain, et peut être empêché. L'avenir n'est pas obligé d'être sombre. C'est à nous, à nos luttes, qu'il revient de faire en sorte qu'il ne le soit pas. Le débat que nous avons eu le 10 décembre n'a pas permis d'aboutir à des réponses définitives aux questions qui y étaient posées – mais celles-ci sont trop vastes et trop complexes pour être épuisées en un si bref laps de temps – ; il a en tout cas été utile et inspirant pour avancer vers la résolution de ces enjeux cruciaux pour l'avenir de l'humanité.

Alexander Eniline



Votations du 13 février 2022 : recommandations de vote

NON à de nouveaux cadeaux pour les actionnaires!
NON à la suppression du droit de timbre!

OUI à une meilleure protection contre le tabagisme

NON à l'initiative contre l'expérimentation animale

OUI aux mesures en soutien aux médias

OUI au développement des réseaux thermiques
NON à la loi antisociale de priorité de logement

PARTI DU TRAVAIL

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8